TL3368

INTRODUCTION

Les violations des Droits de l'Homme et des droits du peuple timorais par la République Indonésienne sont bien connues, et ont été reconnues par plusieurs organismes de l'ONU et par l'Assemblée Générale elle-même depuis 1975.

Ces violations ont été dénoncées par les sources les plus diverses depuis des prêtres catholiques jusqu'aux guerilleros, en passant par des personalités timoraises qui auraient accepté en 1976 de collaborer avec les indonésiens et pour cela avait été nommés membres de l'Assemblée Populaire régionale.

Les évêques du Portugal ont qualifié ces violations de 'génocide' (3/84), mais les évêques d'Indonésie s'étaient déjà prononcés contre elles (11/83).

Le Pape Jean-Paul II (7/84), mais aussi Georges Schultz (7/84) ou Margaret Thatcher (4/85), se sont sentis obligés d'en entretenir les autorités indonésiennes. Les dates de ces dernières interventions montrent que les faits qui les justifient ne sont pas uniquement un fait passé.

La Commission des Droits de l'Homme, lors de sa 41^{e} Session a suspendu l'examen du problème à cause du manque d'informations concrètes. Bientôt dix ans d'isolement total et de sévère blocus rendent difficile la présentation à cette Commission de dossiers contenant tous les éléments habituellement requis pour l'élaboration des plaintes.

Les violations des Droits de l'Homme au Timor Oriental sont,d'ailleurs,tellement généralisées que toute présentation de cas particuliers ne sert, dans ces circonstances, que pour illustrer une situation globale.

Nous pouvons, par exemple, citer le cas de prisonniers politiques détenus dans quelques prisons mais il faut avoir à l'esprit, comme le disait Mgr.Belo, évêque catholique de Dili, que c'est "tout le territoire de Timor-Oriental qui est comme une prison" (The Age - Australie 16/8/84).

Nous pouvons avancer des cas précis d'éxécutions sommaires, mais dans de nombreux cas c'est toute la population masculine des camps-villages qui est exterminée.

Sauf le cas de Mgr.Belo qui jouit d'une certaine immunité à cause de ses fonctions, ou de membres de la guerilla hors de portes des représailles, les noms

.../

/...

des témoins ne peuvent être révélés pour des raisons de sécurité trop évidentes.

Les autorités indonésiennes pourront nier ces témoignages; tant qu'elles ne permettront pas à une mission indépendante de visiter le territoire de Timor Oriental et de s'y entretenir librement avec les personnes de son choix la communauté internationale sera fondée à rejetter ces denégations.

.../

/...

LE TÉMOIGNAGE DE MGR. BELO

Mgr.Belo lui-même rencontre des difficultés à faire connaître la situation et ce qu'il en pense.mais,s'agissant d'un témoin 'privilégié' déjà cité par les représentants de l'Indonésie dans le cadre de cette Commission, il nous semble utile d'apporter quelques précisions.

"Il n'y a pas de problèmes majeurs mais quelques défauts dans certains domaines. Le gouvernement travaille ardument pour augmenter le développement et satisfaire les besoins fondamentaux de la population (santé publique, éducation, routes et ponts, eau potable) ...

Nous faisons part de l'Indonésie, c'est une réalité que nous expérimentons maintenant" (*Djakarta Post, 26/7/84*) - affirmait un article du 'Djakarta Post' distribué aux membres de la Commission lors de la 41e. Session,en février dernier, et repris par l'Ambassadeur indonésien dans son intervention orale.

À la même époque une délégation parlementaire de la R.F.A. autorisée à visiter Dili, la capitale du Timor Oriental, ne lui était permis de s'entretenir avec Mgr.Belo qu'en présence d'officiers indonésiens.Craindrait-on que Mgr.Belo ne nie les affirmations qu'on lui attribue?

En février 1984 le chef de l'Eglise Catholique de Timor Est avait écrit:

"Nous sommes dans les pires conditions socio-politiques",il faisait état d'arrestations *"600 personnes rien qu'à Dili"*, de jugements *"nous ne savons pas si ces tribunaux sont impartiaux et s'il y a des avocats de la défense"*, de *"guerre, maladies, faim, manque de liberté et persécutions"*, *" ils ont recommencé à mobiliser les populations civiles"*, *"il y a eu des jugements populaires, des assassinats devant la population... c'est une situation macabre que nous sommes en train de vivre"*. Cette lettre dont l'authenticité avait été mise en doute par les autorités indonésiennes, a été confirmé par Mgr.Belo au journal indonésien 'Tempo' (1/9/84).Non seulement elle est authentique mais Mgr.Belo a débattu chacune des situations dénoncées avec le général Soetarto, Commandant du XVI Commando Militaire - Udayana,avant d'écrire la lettre.

La situation s'est-elle améliorée entre février et août au point que Mgr. Belo dise, en août, qu' *"il n'y a pas de problème majeur"* alors qu'en juillet il disait encore:

.../

/...

"Nous vivons sous l'oppression ... le territoire de Timor Oriental est comme une prison" ('The Age' - Australie, 16/7/84), ou *"ils recolonisent Timor ... ils terrorisent la population en représailles ... ils font des exécutions sommaires devant la population civile pour servir d'exemple"* (France Presse - Djakarta, 7/84).

À cause du blocus indonésien de Timor il est difficile de savoir toute la vérité; ces derniers témoignages ont été obtenus à Djakarta durant un déplacement de Mgr.Belo.

C'est avec une certaine surprise que des observateurs très divers ont noté l'accroissement rapide du nombre des catholiques à Timor Est. En 1974, 500 ans après l'arrivée des premiers missionnaires portugais, environ un tiers de la population avait embrassé cette religion. Après dix ans d'occupation indonésienne la Mission Permanente indonésienne auprès de l'ONU écrit elle-même (cf. 'Religious Life in East Timor') qu'ils sont aujourd'hui 80%.

Mgr.Belo interprète ce mouvement de conversion comme *"une résolution généralisée d'un peuple qui cherche en nous la défense de son identité"* ('Clarim' - Macau, 12/8/83), et une conséquence de la violation généralisée des Droits de l'Homme: *"la population cherche protection auprès de l'Eglise"* ('Tempo' - Djakarta, 1/9/84).

C'est cette confiance de la population dans l'Eglise Catholique de Timor Est qui donne son véritable poids à ce que Mgr.Belo écrit dans une lettre au secrétaire d'un organisme d'Eglise français:

"Malgré toutes les forces qui s'opposent à nous, nous continuons à estimer - et à le faire savoir - que la solution du conflit du Timor Oriental est d'abord politique et diplomatique et que cette solution passe, avant tout, par le respect du droit d'un peuple à l'auto-détermination... Tant que cela ne sera pas respecté il n'y aura pas de solution pacifique pour le Timor Oriental" (lettre à la Commission Justice et Paix Française - 4/12/84).

.../

/...

ACTIONS CONTRE LES MISSIONS CATHOLIQUES

Le représentant indonésien à la 41e Session de la Commission des Droits de l'Homme a affirmé que son Gouvernement garantissait la liberté religieuse au Timor Oriental. Il nous est agréable de reconnaître la tolérance religieuse de l'ensemble du peuple indonésien, d'ailleurs consacrée par la philosophie de l'Etat exprimée dans la Pancasila. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de persécution contre l'Eglise. Des campagnes d'islamisation ont eu lieu parce que le mouvement de conversion à la foi catholique apparaissait comme un refus de l'intégration dans l'Indonésie. Le Gouvernement indonésien a compris que ces campagnes d'islamisation n'avaient aucune chance d'aboutir. Les causes de persécution contre l'Eglise catholique sont avant tout politiques, comme le sont les violations des droits du peuple timorais en général.

"Ils sont furieux parce que l'Eglise n'appelle pas la résistance à se rendre (ensuite ils les tueraient tous comme d'habitude); à cause de cela trois Missions importantes ont souffert beaucoup de menaces des occupants et ils empêchèrent le prêtre de se déplacer, arrêtèrent les catéchistes, frappèrent les professeurs et élèves des écoles des Missions, perquisitionnèrent la résidence de l'une des principales Missions sous prétexte que s'y trouveraient un émetteur pour communiquer avec la résistance. L'attitude maintenant est de persécution plus ouverte à l'Eglise, non de la part des musulmans mais du Gouvernement intéressé à conquérir ce morceau de terre.

La raison est uniquement que l'Eglise locale ne coopère pas efficacement à les attirer tous à se rendre pour accélérer le génocide de la population" (Lettre d'un prêtre - mars 1984).

"L'Eglise est persécutée et accusée, nos écoles perquisitionnées et les élèves interrogés. La résidence des Pères Salésiens de Baucau a été sauvagement perquisitionnée par les Nanggalas" (Lettre de Mgr.Belo à Mgr.Lopes - 16/2/84).

Quant aux aides financières du Gouvernement pour construire des chapelles, quel sera l'objectif poursuivi?